

Le pape, le pouvoir et les loups

«**D**écision sage» pour certains, «anguille sous roche» pour d'autres... Le pape Benoît XVI a «décidé» de claquer la porte. Curieuse entreprise ! Est-elle fondée sur une liberté personnelle ou obéit-elle aux desseins de cercles obscurs tenant les rênes du pouvoir ecclésiastique ? «Dès sa première homélie dominicale, à peine élu, le nouveau pape eut cette phrase, ce cri du cœur plutôt : «Priez pour moi, afin que je ne me dérobe pas, par peur, devant les loups.»(1) Édifiant ! Qui sont ces loups qui détiennent le pouvoir réel au Vatican et qui y font la pluie et le beau temps ? Ces dires pouvaient probablement présager dès le départ ce que pourrait être la fin du pontificat de Benoît XVI. Comment aurait-il pu en être autrement après huit années au pouvoir, mouvements et entachées par des affaires de pédophilie, de corruption et de chicaneries au sein de la hiérarchie catholique ? Un règne marqué par diverses tentatives d'installer des évêques intégristes influents dans des postes-clés au sein du Vatican, alimentant ainsi des querelles interminables, lesquelles s'inscrivent, en vérité, dans la continuité de l'habitus séculaire de l'Eglise sujette à diverses troubles dont le terreau est la soif de pouvoir, de domination et l'enrichissement sur le dos des populations affamées auxquelles il est ouvertement recommandé une vie indigente ; mais tacitement, une pauvreté d'esprit où il n'y a plus de place pour la pensée rationnelle, et ce, dans le but d'entretenir ce statu quo de main mise sur les sociétés dociles. Funeste entreprise qui aurait permis une domination infâme de l'ignorance et la pérennisation de l'ineptie si ce n'étaient les lumières de la renaissance et des esprits scientifiques rebelles, à l'instar de Giordano Bruno et de Galilée, qui, on le sait, avaient malheureusement subi un triste sort. L'Eglise catholique et romaine ne s'est jamais ouvertement ni réellement repentie des différents crimes commis par l'Inquisition à l'encontre des intellectuels et scientifiques malgré un semblant de repentir en 1992 formulé timidement, sans réelle conviction, par le pape Jean-Paul II au sujet de Galilée, conséquence de certaines querelles internes voulant non seulement édulcorer l'image classique, encrée dans les esprits, de lutte entre la science et l'Eglise, mais aussi et surtout redorer le blason crasseux et miasmatique des institutions ecclésiastiques salies par mille et une affaires de corruption et de pédophilie. La mise au jour de ces affaires scandaleuses a poussé les hautes autorités du Vatican à «châtier» leurs auteurs selon les règles molles et les veuleries de l'Eglise en les mutant vers d'autres monastères où, coulant de paisibles jours à l'abri des regards, et protégés contre les instances judiciaires, ils n'ont plus à se ronger les sangs tant que le «Saint-Père» et ses proches les couvrent. Curieuse manière d'agir qui n'est certainement que la conséquence de luttes claniques entre différents ordres, évêques et cardinaux où chacun, ayant des dossiers sur l'autre, risque de se nuire,

pouvant ainsi aboutir, si ces affaires tombaient entre les mains des tribunaux, à l'écroulement de l'édifice ecclésiastique, ou peut-être même leur être délégué à bien plus grande échelle, car «il s'agit en effet d'un gouvernement très particulier, dans lequel de nombreux cardinaux très influents n'en réfèrent pas forcément très correctement au pape. A quoi s'ajoute la Banque du Vatican, très opaque également. Elle a été au cœur de plusieurs scandales ces dernières années, accusée de traiter en grande partie l'argent de la mafia...»(2). Il n'est d'ailleurs pas étonnant que l'actuel souverain pontife, Benoît XVI, ancien préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la foi — ou ex-Inquisition depuis le Concile Vatican II —, soit réticent à toute avancée réelle dans ces dossiers et, par conséquent, à faire traduire les responsables devant les juridictions compétentes. En effet, l'Eglise ne se contente, en général, que d'indemniser les victimes, en ce qui concerne les affaires de pédophilie par exemple, dont les taux se sont chiffrés ces dernières années en milliards de dollars ! Les démissions de papes sont rares ; peu se sont produites dans l'histoire et la dernière fut en 1415 lorsque le souverain pontife de l'époque, Grégoire XII, avait été sommé de quitter définitivement le siège de St. Pierre pour des raisons politiques où deux antipapes se disputaient le statut de Saint-Père et risquaient de faire perdurer les dissensions au sein de l'Eglise catholique, lesquelles auraient pu aboutir à un schisme définitif. A noter également qu'à cette époque en général, les souverains pontifes quittaient le pouvoir soit par une mort naturelle ou par le biais d'un empoisonnement maquillé en mort naturelle, conséquence des machinations de cercles obscurs au sein de la hiérarchie ecclésiastique dont le seul souci était de protéger leurs intérêts quand ceux-ci risquaient d'être menacés par le pape et ses proches. On en comprend que les raisons réelles de ces démissions sont sous-tendues par des luttes d'intérêts et non pas par un autre prétexte, fallacieusement invoqué, et qui ne tient pas la route. C'est ainsi qu'en des termes escamotant les véritables motifs de son départ, Benoît XVI avait annoncé sa démission pour raisons de santé : «... Je suis parvenu à la certitude que mes forces, en raison de l'avancement de mon âge, ne sont plus aptes à exercer adéquatement le ministère pétrinien... pour gouverner la barque de saint Pierre et annoncer l'Evangile, la vigueur du corps et de l'esprit est aussi nécessaire, vigueur qui, ces derniers mois, s'est amoindrie en moi d'une telle manière que je dois reconnaître mon incapacité à bien administrer le ministère qui m'a été confié...»(3). Affaiblissement et démission qu'il avait déjà évoqués en 2011 : «Si un pape comprend qu'il n'est plus en mesure physiquement, psychologiquement et spirituellement d'assumer ses devoirs, alors il a le droit, et dans certaines circonstances l'obligation, de démissionner»(4). Incapacité du corps et surtout de l'esprit, traduisant une détérioration cognitive progressive qu'on pourrait analyser sur un autre plan, en ce

sens que l'amoindrissement des capacités intellectuelles d'un souverain conduira inévitablement à une situation où certains de ses subordonnés, les plus influents, sauront profiter de celle-ci afin de guider la barque de saint Pierre pour assurer non seulement la protection de leurs propres intérêts mais aussi écarter des ennemis et rivaux au sein de l'Eglise catholique. D'un autre côté, certains spécialistes des religions, comme Frédéric Lenoir, penchent en faveur de la thèse qui soutient que l'affaire du «Vatileaks», l'un des plus grands scandales de l'Eglise de ces dernières années, aurait joué un rôle important dans la «décision» de l'actuel pape estimant qu'il ne pouvait plus être capable de gérer les querelles internes. Cela pourrait être lié à l'impossibilité qu'ont les partisans du «Saint-Père» à garantir les intérêts des uns et des autres d'autant plus que l'on sait que, sous son règne, les plus extrémistes des prélats ont été accueillis dans son giron. Que fera Benoît XVI après son départ ? Selon les officiels de l'Eglise, il se retirera pour une vie de prières dans un monastère au Vatican, loin des affaires ecclésiastiques. Cependant, ce même pape, qui a pourtant dénoncé ouvertement l'hypocrisie religieuse lors de sa dernière messe (5), le 13 février 2013, n'a apparemment pas lésiné sur les moyens afin de maintenir son secrétaire particulier, lui permettant ainsi d'exercer deux fonctions, l'une auprès de lui, l'autre auprès du futur pape, pour garder une certaine influence sur les décisions de la prochaine régence du Vatican (6). A-t-il quelque chose à se reprocher ? A-t-il peur de représailles au point d'avoir à surveiller les agissements du futur pape ? La question reste ouverte. En somme, il ne reste de la spiritualité ecclésiastique qu'un fruit amer ; qu'une sorte de pétaudière où se mêlent le double langage, la naïveté et la niaiserie des âmes dociles, la schizophrénie de certains, les égos surdimensionnés des autres, la soif cupide de s'enrichir davantage, le tout sur fond de conflits interminables. In fine, «... Tout arbre bon produit de bons fruits, tandis que l'arbre gâté produit de mauvais fruits.»(7).

Amirouche SADOUN

- 1- **L'Express**, Benoît XVI : les secrets d'une démission. Claire Chartier, publié le 12/02/2013.
- 2- Frédéric Lenoir, propos recueillis dans <http://belgicatho.hautefort.com/archive/2013/02/11/frederic-lenoir-la-demission-de-benoit-xvi-n-a-pas-le-meme-s.html>.
- 3-<http://www.nordeclair.fr/info-locale/benoit-xvi-je-suis-parvenu-a-la-certitude-que-mes-ia0b0n149044>
- 4- http://www.liberation.fr/monde/2013/02/11/encore-un-secret-qui-ebroule-le-vatican_881174
- 5- http://www.letelegramme.com/fil_info/benoit-xvi-le-pape-denonce-l-hypocrisie-religieuse-13-02-2013-2004466.php
- 6- <http://www.larep.fr/page-2/france-monde/actualites/a-la-une/international/2013/02/14/le-pape-benoit-xvi-appelle-a-un-vrai-renouveau-de-l-eglise-1443765.html>
- 7- Matthieu 7 :17, Bible de Jérusalem.

Boumediène et le droit de la femme

Le témoignage que je livre ici remonte au milieu des années 1970, c'est-à-dire la période où le président Boumediène et à travers lui l'Algérie était à l'apogée de son aura tant à l'échelle nationale qu'internationale. Au niveau interne, c'était la période du lancement des trois glorieuses révolutions (agraire, culturelle et industrielle) et tous les espoirs que ces projets suscitaient pour les citoyens algériens après la longue nuit coloniale.

A l'échelle internationale, cette période était marquée par des événements majeur :

- l'organisation du sommet des Non-Alignés par l'Algérie qui a vu défiler dans sa capitale considérée à la même époque comme La Mecque des mouvements de libération, les leaders de ce mouvement tels que Tito et Castro ;

- l'intervention du président du haut de la tribune des Nations unies (en langue arabe), en tant que porte-parole des pays en voie de développement pour exposer le point de vue de ces derniers sur le nouvel ordre économique international ;

- la déclaration du président algérien à Lahore (Pakistan), lors de la tenue du sommet de l'Organisation de la conférence islamique sur l'opportunité d'envoyer les musulmans au paradis, le ventre creux. Le contexte historique rappelé, il y a lieu de revenir à notre sujet, en l'occurrence la position de Boumediène par rapport aux droits de la femme.

Sur le lieu. Cela s'était passé à l'Ecole d'administration (ENA) à Hydra

Sur l'occasion. La sortie d'une promotion de cette école, créée au lendemain de l'indépendance pour former les futurs cadres de l'Etat.

Le président tenait à assister à la cérémonie des diplômes aux meilleurs lauréats de cet établissement à l'issue de laquelle il aimait prendre «un bain de foule» parmi les étudiants allant jusqu'à partager le traditionnel buffet offert par la direction de l'établissement. Sur les propos du président. La scène que je rapporte fidèlement s'était justement passée autour de la table dressée à cet effet au niveau du réfectoire de l'école. Le président était là avec nous comme un simple convive. Il était détendu, souriant, communicatif, cherchant le dialogue avec les élèves sur les grands projets de l'époque (révolution agraire, service national, barrage vert, route transsaharienne). La franchise et la candeur des réponses de certains de ses interlocuteurs, dont certains deviendront plus tard de grands commis de l'Etat, l'amusèrent énormément lui que les télévisions montrent toujours austère pour ne pas dire sévère. Puis se tournant brusquement vers une de nos collègues filles qui se tenait à sa droite, il lui posa une question aussi inattendue que brutale sur les raisons de la minorité de la gent féminine au sein de l'ENA. Celle-ci ne mit pas de gants. Usant d'un ton direct, elle lui asséna la vérité crue de la discrimination dont sont victimes les candidates pour l'accès à cette école. Interrompant l'étudiante contestataire, le président prononça cette sentence en français, avant de s'éclipser entouré des ses gardes du corps : «Oui, j'ai compris, tout le monde réclame la liberté de la femme, mais uniquement celle des autres.»

A. Z., un énarque des années 1970

A Aït-Khelili, le néant est palpable !

Farouk Ksentini s'apprête à remettre au président de la République son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Si nul n'a le droit de contester les formes du rapport, le fond, en revanche, intéresse tout Algérien. C'est sous cet angle que je voudrais interpeller le président de la commission. Les droits de l'homme incluent tout ce qui touche à la dignité de l'homme. Cela dit, dans ma commune, Aït Khelili, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ces droits de l'homme ont survolé ce territoire sans faire d'escalade.

Commençons par le droit élémentaire et vital qu'est l'eau. Celle-ci ne coule dans les robinets qu'une fois tous les vingt jours lorsque ce n'est pas plus, en hiver, le comble ! Nos femmes continuent à ramener l'eau des fontaines ancestrales dans des récipients portés sur la tête... en 2012 ! Le réseau

d'assainissement n'est pas encore achevé. Il n'y a pas de bassins de filtration laissant ainsi les eaux usées polluer les sources se trouvant en aval et la nappe phréatique en contrebas. Le chômage qui y sévit touche la majorité de la population. Nos jeunes sont rongés par l'oisiveté, cette mère de tous les maux. Le seul créneau dans lequel quelques jeunes peuvent investir, grâce à leurs parents, demeure le transport de voyageurs. Mais ce dernier n'est nullement pris en charge par les autorités si bien qu'ils l'exercent à leurs risques et périls. Aucune autorisation ne leur est délivrée, mais tolérés, ce qui sous-entend absence totale d'assurance en cas d'accident, de maladie ou autre aléa de la vie. Les décharges publiques foisonnent et jonchent toutes les routes de la commune. Aucun logement n'a été construit sur

tout le territoire de la commune, ce qui amène les citoyens à se débrouiller comme ils peuvent.

Le téléphone fixe fait défaut. Aucune ligne internet n'est accordée, contraignant les plus nantis à se procurer la clé USB avec le prix que l'on connaît. Le gaz de ville est une utopie, nonobstant les souffrances endurées l'année dernière à cause de la neige, contraignant des jeunes à passer plusieurs nuits très loin de chez eux, pour s'approvisionner en bouteilles de gaz. Aucune aire de jeux n'y a été construite depuis l'indépendance. Point de lycée, point de maternité, point de banque, point d'agences étatiques (Sonelgaz, Casoral, assurances...), point de journaux, point, point, point... Pas même un édifice public donnant un cachet communal à notre territoire.

Des locaux construits dans le cadre

du programme des 100 locaux par commune, attendent d'être livrés. Les dispensaires fonctionnent au ralenti, les écoles sont des interminables chantiers.

Nos écoliers vivent le calvaire. Ils sont transportés dans des bus vétustes datant de 1986. D'autres, inscrits au préscolaire, se lèvent à l'aube pour rejoindre leur école distante de quelques kilomètres.

Et comme si cela ne suffisait pas, le bourrage des urnes est devenu, à chaque élection communale, le sport favori, avec la complicité de l'administration, puisqu'aucune mesure n'est prise. Un parti au pouvoir, pour narguer davantage les citoyens après ses échecs cuisants, s'arroge le droit de détourner, par la force, les voix. Une élection pluraliste remise en cause, que des militants ont douloureusement

arrachée, au prix de longs sacrifices. Cela se passe à Aït-Khelili ; en 2012.

Des citoyens, et ils sont nombreux, se demandent comment M. Ksentini parle de droits de l'homme dans un pays, ou du moins, leur commune vit au moyen-âge au XXI^e siècle. A moins qu'Aït-Khelili ne fasse pas partie de la République algérienne. Et c'est peut-être pour cela qu'un grand nombre de jeunes sont partis en France, préférant vivre en noir qu'ici, en Algérie, pour envoyer quelques années plus tard de l'argent à leurs familles permettant ainsi de créer quelques emplois dans les constructions qu'elles érigent. Cheikh El Hasnaoui revient avec sa légendaire chanson — *La Maison blanche* — comme si entre la malédiction et l'Algérie, il y a une histoire d'amour. Et l'Etat qui parle de résorption du chômage !

A. B.

TEXTOS...

>Je cherche un ami : Riad R., originaire de Yatafène, qui habitait à Alger. Que deviens-tu?

De la part de Sarah

>A Mohand Ameziane Limani. Tu as fêté le 01.03.2013 tes 62 ans. Nous, tes enfants et tes petits-enfants, tes gendres, ta nièce, tenons à te dire qu'on t'aime et que tu es la lumière qui éclaire nos vies.

>En ce jour extraordinaire, je souhaite un fabuleux anniversaire à ma nièce Lamia avec un excellent gâteau, une tonne de fantastiques cadeaux et une fête d'enfer !

Rien n'est trop sensationnel pour ton anniversaire. Bon anniversaire !

>A toi Yacine *dialy*, je t'écris ces quelques mots pour te dire à quel point je suis folle de toi, tu es ma

vie, mon bonheur, ma raison d'être. J'attends impatiemment le jour où je serai ton épouse pour te combler jusqu'à ce que la mort nous sépare.

Ta puce Lili

>A Zakou, tu n'as pas donné signe de vie depuis un an. J'ai essayé de t'appeler à maintes reprises. Je te souhaite bonne chance et le plus grand bonheur dans ta vie. Pour moi, je suis prêt

à refaire ma vie avec une autre princesse kabyle. J'espère en rencontrer une qui mérite mon cœur.

Youyou d'Angleterre.
angleterre2009@yahoo.fr

>A toi Amine, je ne regretterai jamais de t'avoir connu mais le destin en a voulu autrement et il faut l'accepter.

Sally qui t'aime.

NOUVEAU :
vos textos par sms (*)

Ecrire à : textosoir@gmail.com ou envoyez un SMS (*) au :

Veuillez utiliser un bon français et éviter les abréviations (exemple C à la place de C'est).
(*) : tarif normal non surtaxé

0661906928